



Déclaration de la CGT au CSE du réseau France 3 des 28 et 29 août 2024



Une rentrée sous Tranxène

L'ambiance est particulièrement morose et inquiétante en cette rentrée 2024.

Les JO sont passés, les Paralympiques sont en cours, on attend de connaître l'addition de cette couverture exceptionnelle.

1^{er} signe inquiétant, la réduction de voilure tous azimuts, des grilles régionales de programmes complètement atones, sans nouveaux projets. Des éditions Ici revues à la baisse, des légions de JT mutualisés.

Dans ce contexte, il se murmure çà et là qu'il va falloir sérieusement serrer la vis des ETP. Nous attendons de la direction du Réseau un discours de vérité à ce sujet.

Il paraît bien loin le temps des déclarations triomphantes sur la régionalisation. Il n'en reste qu'une pauvre façade en carton-pâte à laquelle personne ne croit plus, pas même l'encadrement.

Quel est désormais le projet ? Le méthodique détricotage des conquits sociaux, le dynamitage de métiers et des conditions de travail, la généralisation des outils de fabrication automatisés, la recherche frénétique d'une productivité dépourvue de sens professionnel ? A cet égard, le profil de la toute nouvelle directrice en charge de l'accompagnement RH de la transformation recrutée par FTV fait froid dans le dos : venue de la pub et du marketing, son profil LinkedIn met en avant la « motivation à la performance », la « transformation culturelle », l'« Accélérateur de business ». Tout cela n'évoque pas franchement les valeurs du service public.

Mais y a-t-il encore un avenir pour un service public de l'audiovisuel ? Au fil des mois nous sommes passés d'un projet de rapprochement des entreprises de l'Audiovisuel Public à projet de holding, puis de fusion, jusqu'à une menace de privatisation en juin. Et puis retour à la case départ, avec la question de notre avenir qui reste bien réelle.

A l'heure qu'il est, il n'y a ni gouvernement, ni majorité parlementaire. Il n'y a plus de projet de holding ou de fusion, plus de trajectoire budgétaire assurée, pas de financement fléché et sanctuarisé pour les télévisions et radios publiques. Dans un tel contexte, comment la direction entend-elle donner confiance en l'avenir aux salariés ? Comment compte-t-elle se projeter à l'horizon 2028 alors qu'on ne sait même pas ce que nous deviendrons au 1^{er} janvier prochain ?

On imagine bien que la direction du Réseau n'aura pas de réponses à nous apporter dans ce CSE – comme sur bon nombre de sujets malheureusement – mais cela dessine un dernier trimestre au mieux déprimant, au pire franchement flippant, des perspectives contre lesquelles nous sommes bien décidés à lutter pied à pied.

Strasbourg, le 28 août 2024